

## Burundi : Rwaswa "joue le jeu", le pouvoir CNDD-FDD est conforté

@rib News, 30/07/2015 – Source AFP – L'opposant burundais Agathon Rwaswa s'est fait élire jeudi vice-président de l'Assemblée nationale, un choix qui fragilise l'opposition et conforte le président Pierre Nkurunziza, tout juste réélu après avoir provoqué une crise profonde par sa candidature. "On doit se rendre à l'évidence, le forçage de Nkurunziza a bien réussi", expliquait en début de semaine M. Rwaswa, qui durant trois mois fut l'un des leaders de la contestation engagée contre le troisième mandat du chef de l'Etat.

Siégeant lundi pour la première session de l'Assemblée, il avait dit vouloir "jouer le jeu" pour aider à sortir son pays d'une crise sans précédent depuis la fin de la guerre civile (300.000 morts entre 1993 et 2006). Provoquée par la candidature du président Nkurunziza officialisée fin avril, cette crise a été marquée de violences ayant fait plus de 100 morts et a poussé quelque 160.000 Burundais à se réfugier dans les pays voisins. Jeudi, M. Rwaswa a été élu avec 112 voix sur 112 au poste de premier vice-président de l'Assemblée, avec notamment le soutien du CNDD-FDD, le parti présidentiel ultra-majoritaire. L'ensemble des opposants, dont Agathon Rwaswa, avait annoncé boycotter les élections législatives et communales du 29 juin et la présidentielle du 21 juillet, mais la Commission électorale (CENI) avait maintenu leurs candidatures. M. Rwaswa était arrivé deuxième à la présidentielle, mais avait dénoncé un résultat "fantaisiste". Le ministre burundais de l'Intérieur Edouard Nduwimana, un partisan de M. Nkurunziza, qui a abandonné les pourparlers avec l'opposition avant la dernière élection, a été élu deuxième vice-président de l'Assemblée. - 'Trahison' - Le choix de M. Rwaswa de siéger comme député avait déjugué des remous dans les rangs de l'opposition. Le mot "trahison" avait été utilisé. Son élection comme vice-président d'une Assemblée dominée par le camp au pouvoir a logiquement provoqué la fureur certains de ses compagnons de lutte. "Désormais, nous ne considérons plus Agathon Rwaswa comme étant dans l'opposition. Il a été acheté par le gouvernement", a accusé un responsable de l'opposition, qui a demandé à rester anonyme. "La décision d'Agathon Rwaswa met notre alliance en difficulté, mais ne la met pas totalement en cause", a affirmé Tatien Sibomana, porte-parole du parti Uprona, allié de M. Rwaswa dans la Coalition des Indépendants de l'espoir. Il a dit attendre de voir si l'intéressé allait "oui ou non" entrer "dans le gouvernement". Les pays de la Communauté est-africaine (EAC, qui regroupe Tanzanie, Kenya, Burundi, Rwanda et Ouganda) avaient tenté une médiation avant la présidentielle, et suggéré la formation d'un gouvernement d'union nationale. Le choix de M. Rwaswa fragilise en tout cas un peu plus une opposition en panne de stratégie. Malgré la vaste approbation internationale et des semaines de contestation, le président Pierre Nkurunziza, au pouvoir depuis dix ans dans ce petit pays de la région des Grands lacs, apparaît plus que jamais conforté. Ce grand sportif de 50 ans, chrétien évangélique "born again", a remporté avec plus de 69% des voix la présidentielle du 21 juillet. Auparavant, son gouvernement avait déjoué à la mi-mai une tentative de coup d'Etat militaire, et cassé à la mi-juin, après une brutale répression, un mouvement de contestation qui durait depuis un mois et demi. L'opposition juge son troisième mandat anticonstitutionnel et contraire à l'accord de paix d'Arusha, qui avait permis de mettre fin à la guerre civile dans ce pays à l'histoire postcoloniale jalonnée de coups d'Etat et de massacres interethniques. Mais le pouvoir va devoir relancer une économie très ébranlée par la crise (alors que le pays était classé parmi les 10 nations les moins développées) et renouer les liens avec la communauté internationale. Il aura fort à faire. Lors d'une mini-tournée africaine il y a quelques jours, le président américain Barack Obama avait jugé, depuis le Kenya, que les élections au Burundi n'avaient pas été "crédibles". A Addis Abeba, il avait prôné le respect des Constitutions et des règles démocratiques, lançant à la tribune de l'Union africaine : "Personne ne devrait être président à vie".